

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2010

Le présent rapport a pour objet d'exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice 2010, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 I du Code monétaire et financier et de l'article 222-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marché Financiers.

Ce rapport comprend :

- I. Le rapport de gestion et d'activités du Conseil d'administration**
- II. Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :**
 - bilan
 - compte de résultat
 - annexe
- III. Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**
- IV. Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :**
 - bilan
 - compte de résultat
 - état du résultat global
 - tableau de flux consolidé
 - état de variation des capitaux propres
 - annexe
- V. Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**
- VI. Le rapport du Président Directeur Général sur les procédures de contrôle interne et le rapport des commissaires aux comptes sur ledit rapport**
- VII. Le tableau relatif aux honoraires des commissaires aux comptes**
- VIII. La déclaration de la personne physique qui assume la responsabilité du rapport financier annuel**
- IX. Les informations complémentaires :**
 - tableau des filiales et participations

Le présent rapport financier annuel sera déposé auprès de l'AMF, selon les modalités prévues par le Règlement Général.

I. LE RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SÉCURIDEV

Société Anonyme au capital de 36 659 280 €
Siège social : 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 PARIS
378 557 474 RCS PARIS

**RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24
MARS 2011**

**SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2010**

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 27 MAI 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice ;

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

COMPTES ANNUELS

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 7 669 974 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

ACTIVITE ET RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010.

1. – Activité de la Société

Dans le cadre du programme de rachat par la Société de ses propres actions autorisé par l'assemblée générale mixte en date du 5 novembre 2009, la Société a acheté 7 887 actions, soit 0,3 % du capital au cours de l'exercice.

SECURIDEV a augmenté sa participation dans le capital de la société TITAN D.D. par le rachat de 23 176 titres (soit 3 % du capital) auprès des petits actionnaires. Sa participation est passée à 77 %.

Nous avons créé une filiale en Hongrie dénommée « SECURIDEV HONGRIE » détenue à 100 % par SECURIDEV. Cette filiale sera en charge de la distribution des produits des sociétés du Groupe (hors EURO-ELZETT) en Hongrie.

2. – Résultats financiers de la Société

Le résultat d'exploitation passe de (792) K€ à (1 789) K€, en raison de l'augmentation des charges externes liées à un projet européen de recherche et développement piloté par DOM SICHERHEITSTECHNIK GmbH & Co KG et SECURIDEV qui sera propriétaire des brevets résultant de ce projet.

Le résultat financier est en recul, passant de 11 488 K€ à 9 149 K€, principalement en raison de la baisse du dividende versé par les filiales.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat ci-après, en comparaison avec l'exercice 2009 :

	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
Chiffre d'affaires	828 419	1 127 406
Produits d'exploitation	872 321	1 153 102
Charges d'exploitation	2 661 309	1 944 776
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 788 987	-791 674
Produits financiers	9 413 745	11 897 298
Charges financières	264 351	409 150
RESULTAT FINANCIER	9 149 393	11 488 148
RESULTAT COURANT	7 360 406	10 696 474
Produits exceptionnels	--	--
Charges exceptionnelles	--	--
RESULTAT EXCEPTIONNEL	--	--
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	--	--
Impôts sur les bénéfices	-309 568	486 667
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 669 974	10 209 807

ACTIVITE JURIDIQUE.

© Approbation des comptes de l'exercice 2009

Par délibération de l'assemblée générale ordinaire en date du 28 mai 2010, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 10 209 807 €, qu'ils ont décidé d'affecter comme suit :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 10 209 807 €

Affectation :

- Dividende : 977 580,80 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 0,40 € par action
- Report à nouveau : 9 232 226,20 €

Le dividende en numéraire a été mis en paiement à compter du 15 juin 2010.

L'assemblée générale a également pris acte que ce dividende était éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

© Conventions et engagements réglementés

Nous avons donné à nos commissaires aux comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

⊙ Affectation du résultat de l'exercice 2010

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 7 669 974 €, comme suit :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 7 669 974 €

Affectation :

- Dividende : 3 665 928 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,50 € par action
- Report à nouveau : 4 004 046 €

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 15 juin 2011.

Cette distribution sera éligible, pour les bénéficiaires personnes physiques résidentes fiscalement en France dont les actions ne sont pas éligibles sur un PEA, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2° du Code général des impôts. Alternativement, sur option des bénéficiaires exercée au plus tard lors de l'encaissement, le dividende pourra être soumis au prélèvement libératoire au taux de 19 % (article 117 quater du CGI). Ce prélèvement sera effectué sur le montant brut du dividende.

Quel que soit le régime d'imposition choisi par l'actionnaire personne physique, les contributions sociales (représentant 12,3 % du montant des dividendes) seront prélevées à la source par l'établissement payeur sur le montant brut du dividende.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

⊙ Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende	Dividende par action
2007	2 083 579,20 €	0,80 € (sur le résultat 2002)
2008	1 955 161,60 €	0,80 € (sur le résultat 2002)
2009	977 580,80 €	0,40 €

⊙ Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

⊙ Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2010 au poste « Frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan.

⊙ Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

⊙ Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs

En application des dispositions des articles L. 441-6-1 al. 1 et D. 441-4 du Code de commerce, je vous indique la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

Tableau du solde des dettes fournisseurs au 31 décembre par dates d'échéance (K€)								
	< 30 jours		De 30 jours à 60 jours		> 60 jours		Total TTC	
	N	N - 1	N	N - 1	N	N - 1	N	N - 1
Dettes à échoir *	642	79	68	133	33	776	743	988
Dettes échues **	--	--	--	--	--	--	--	--
Total TTC ***	642	79	68	133	33	776	743	988

* Dettes dont le terme du paiement est postérieur à la clôture.
** Dettes dont le terme du paiement est antérieur à la clôture.
*** Dont créances contestées : 0 ; litigieuses : 0

PRISE ET CESSION DE PARTICIPATION OU DE CONTROLE.

⊙ Participations prises au cours de l'exercice

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Notre Société n'a pris aucune participation dans d'autres sociétés ayant leur siège social sur le territoire de la République Française.

⊙ Répartition du capital social ou des droits de vote

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales ci-après, conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article L. 233-7 et L. 233-12 de ce code :

- INTERNATIONAL VALUE ADVISERS LLC « IVA » SARL
2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington,
19808 DELAWARE, USA
Détient 8,72 % des droits de vote.
- SOCIETE FINANCIERE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE SA (S.F.P.I.)
20 rue de l'Arc de Triomphe – 75017 PARIS
RCS PARIS B 349 385 930,
détient 80,34 % des droits de vote.

⊙ Actions inscrites au nom de la Société

Votre assemblée générale mixte du 5 novembre 2009, a autorisé, dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, le rachat par la Société de ses propres actions, dans la limite de 10 % de son capital social, soit 244 395 actions. Cette autorisation court jusqu'au 5 mai 2011.

Dans le cadre de ce programme de rachat, la Société a acheté 7 887 actions.

Dans le cadre de ce programme de rachat, la Société a effectué les opérations d'achat d'actions suivantes au 31 décembre 2010 :

- Nombre d'actions achetées : 7 887 cours moyen : 23,47 €
- Nombre d'actions vendues : Néant
- Montant des frais de négociation : 325,46 €
- Au 31 décembre 2010, la Société détenait 7 887 de ses propres actions d'une valeur au cours d'achat de 23,47 € pour une valeur nominale de 15 € acquises dans le cadre de cette autorisation, soit 0,3 % du capital social.
- La croissance externe est la finalité des 7 887 actions rachetées au 31 décembre 2010.

© Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'au dernier jour de l'exercice 2010, aucun salarié ne détenait de titres de la Société.

CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-102-1, alinéa 4, R 225-104 et R 225-105 du Code de commerce, nous vous informons que notre Société n'emploie que quatre (4) salariés dans le cadre de contrats à durée indéterminée. Ces quatre salariés sont détachés auprès de filiales à l'Etranger.

Les autres informations visées par les articles ci-dessus du Code de commerce, ne sont pas applicables à SECURIDEV, en raison de sa taille et de son activité.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX.

© Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

Monsieur Henri MOREL :

1. **Président Directeur Général** : FOREST-LINE INDUSTRIES - NEU SA – SFPI – SOCIETE DES REMONTEES MECANIKES DU CHAMP DU FEU
2. **Présidence de SAS** : PICARD-SERRURES - EXPANSION-PARTENAIRES (devenue ERYMA HOLDING) - ARC MANAGEMENT - DELTA NEU – LA FONCIERE NEU – METALUX - TELESKIS DES VIEUX PRES – AUBERGE HAZEMANN
3. **Représentant permanent** : FOREST-LINE INDUSTRIES
4. **Gérant** : SCI B.G.M. - MP SARL – SCI HOTEL DU CHAMP DU FEU – SCI 1896

Monsieur Jean-Bertrand PROT :

1. **Administrateur :** FOREST-LINE INDUSTRIES - NEU - SFPI
2. **Présidence de SAS :** ASET - FINANCIERE BARRIQUAND – FOREST-LINE ALBERT – FOREST-LINE CAPDENAC - FRANCE FERMETURES – FRANCIAFLEX - MMD - SPRING MANAGEMENT – ERYMA
3. **Directeur Général :** FOREST-LINE INDUSTRIES – SFPI
4. **Représentant permanent :** STORISTES DE FRANCE – BAIE OUEST

Monsieur Nicolas LOYAU :

1. **Administrateur :** FOREST-LINE INDUSTRIES – BAIE OUEST
2. **Présidence de SAS :** BARRIQUAND – BATT - MAC – THERMICA
3. **Représentant permanent :** NEU
4. **Gérant :** FABSTORE

Monsieur Thierry CHEVALLIER :

1. **Administrateur :** MARKETING.DOCK – NEOFI SOLUTIONS

© Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons que Monsieur Henri MOREL :

- 1) en sa qualité de Directeur Général-adjoint de la société DENY FONTAINE, a perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 107 624,61 € et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 7 304,61 € ;
- 2) en sa qualité de Président Directeur Général de la société SFPI, a perçu une rémunération brute annuelle de 246 750 €. Au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) SFPI a cotisé une somme de 24 644,89 €.

© Délégations au conseil d'administration

Aucune délégation relative à des augmentations de capital social n'a été donnée au conseil d'administration.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS.

Les mandats d'administrateur de Messieurs Jean-Bertrand PROT et Nicolas LOYAU, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de renouveler lesdits mandats pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui sera appelée à statuer en 2017 sur les comptes de l'exercice 2016.

EVENEMENTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE
ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI.

La participation de SECURIDEV dans le capital de la société TITAN D.D. est passée à 93 %, après acquisition des 16 % (soit 124 490 actions) que détenait la société DECAYEUX INDUSTRIE.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, la Société a racheté depuis le 1^{er} janvier 2011, 48 319 actions, ce qui porte le nombre d'actions auto-détenues à 56 206 actions, soit 2,3 % du capital social.

COMPTES CONSOLIDES

Le rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

1 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION.

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2010 ont été établis dans le référentiel IFRS.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 647 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (K€)	Exercice 2010 *	%	Exercice 2009 *	% 2010/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	144 318	--	139 780	+3,2
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	14 555	10,1	8 955	+62,4
RESULTAT OPERATIONNEL	14 592	10,1	3 581	
RESULTAT FINANCIER	-80	--	-195	--
IMPOT SOCIETE	-4 304	--	-2 128	--
RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	10 234	7,1	1 316	
INTERET MINORITAIRES	20	--	-672	--
PART GROUPE	10 214	--	1 988	--

* Taux moyen

2 – L'ACTIVITE ET LES PRINCIPAUX RESULTATS.

A - SECURIDEV CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires consolidé 2010 a atteint 144 318 K€ à taux de change moyen, en hausse de 3,2 %, contre un chiffre d'affaires 2009 de 139 780 K€.

Le résultat opérationnel courant représente 10,1 % du chiffre d'affaires, soit 14 955 K€ contre 6,4 % en 2009.

Le résultat financier est négatif de 80 K€, contre un résultat financier négatif de 195 K€ l'exercice précédent.

L'impôt consolidé s'élève à (4 304) K€.

Le résultat net des entreprises consolidées est un bénéfice de 10 234 K€, en très nette hausse.

Au cours de l'exercice, la trésorerie bancaire nette positive est passée de 9 069 K€ à 20 078 K€.

La capacité d'autofinancement du Groupe SECURIDEV est passée de 9 895 K€ en 2009 à 14 964 K€ en 2010, soit une amélioration de 51 %.

Les investissements opérationnels ont atteint 5 342 K€ contre 5 351 K€ l'exercice précédent.

B - PRINCIPAUX RESULTATS DES BRANCHES DU GROUPE SECURIDEV

BRANCHE PROFESSIONNELLE

Cette branche correspond aux activités du Groupe RONIS, de la société DENY FONTAINE et du Groupe DOM. Elle a représenté 67,82 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2010	2009
Chiffre d'affaires (en K€)	97 877	94 345
% de marge brute ^{*(en % de la production)}	75,96	77,77
Résultat opérationnel courant (en K€)	12 683	8 604
% sur chiffre d'affaires	13,0	9,1

* Sur production, y compris sous-traitance

Le chiffre d'affaires de cette Branche est en hausse de 3,7 %. Cette hausse a été moins importante au cours du second semestre.

BRANCHE GRAND PUBLIC

Cette branche correspond aux activités des sociétés PICARD-SERRURES, METALUX, C.R. SERRATURE, EURO-ELZETT, TITAN d.d. et METALPLAST. Elle a représenté 32,18 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2010	2009
Chiffre d'affaires (en K€)	46 441	45 435
% de marge brute ^(en % de la production)	62,0	59,51
Résultat opérationnel courant (en K€)	3 128	85
% sur chiffre d'affaires	6,7	0,2

Les ventes de cette Branche ont augmenté de 2,1 %.

Depuis 2009, dans les filiales étrangères, les usines ont été spécialisées par ligne de produits.

C - LES PRINCIPAUX RESULTATS SOCIAUX DES FILIALES

1 – CHIFFRE D’AFFAIRES (en K€)

SOCIETES	2010	2009
DENY FONTAINE	21 878	21 670
DOM SAS (FRANCE)	4 472	4 142
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	294	388
GIE SÉRUTOL	--	1 432
MÉTALUX	10 760	10 492
PICARD-SERRURES	12 355	11 067
RONIS	15 174	13 689
SÉCURIDEV	828	1 127
TSS RONIS DIFFUSION	1 824	1 488
C.R. SERRATURE	4 991	4 736
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	4 063	3 130
DOM POLSKA	658	531
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	56 839	55 460
EURO-ELZETT	7 026	6 660
EURO-TOOLS	959	987
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	4 829	4 957
RONIS-DOM LTD	3 592	2 980
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	1 282	1 070
TITAN D.D.	13 650	11 952
SECURIDEV ROMANIA	201	45
SECURIDEV HONGRIE	38	--

2 – RESULTAT D’EXPLOITATION (en K€)

SOCIETES	2010	2009
DENY FONTAINE	3 302	4 109
DOM SAS (FRANCE)	385	299
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	285	280
GIE SÉRUTOL	--	--
MÉTALUX	801	860
PICARD-SERRURES	1 385	918
RONIS	-411	-816
SÉCURIDEV	-1 789	-792
TSS RONIS DIFFUSION	400	206
C.R. SERRATURE	416	-63
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	454	70
DOM POLSKA	-13	8
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	11 679	7 338
EURO-ELZETT	93	30
EURO-TOOLS	16	-312
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-45	47
RONIS-DOM LTD	95	13
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	109	42
TITAN D.D.	-556	-1 409
SECURIDEV ROMANIA	-17	-12
SECURIDEV HONGRIE	-38	--

3 – RESULTAT NET DE L'EXERCICE (en K€)

SOCIETES	2010	2009
DENY FONTAINE	2 084	2 312
DOM SAS (FRANCE)	235	170
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	290	1 154
GIE SÉRUTOL	--	-4
MÉTALUX	521	587
PICARD-SERRURES	721	610
RONIS	-312	-1 173
SÉCURIDEV	7 670	10 210
TSS RONIS DIFFUSION	263	134
C.R. SERRATURE	112	-564
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	413	64
DOM POLSKA	-20	-4
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	8 923	6 046
EURO-ELZETT	334	44
EURO-TOOLS	234	-415
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-60	25
RONIS-DOM LTD	118	-42
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	98	34
TITAN D.D.	-368	-1 655
SECURIDEV ROMANIA	-22	-12
SECURIDEV HONGRIE	-36	-

4 – ENDETTEMENTS BANCAIRES A LONG ET MOYEN TERMES (hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de 1 à 5 ans	Dettes de + 5 ans
SECURIDEV	2 097	--
TITAN D.D.	267	--
PICARD-SERRURES	190	--
CR SERRATURE	153	--
MÉTALUX	54	--
EURO-TOOLS	30	--
SECURIDEV TCHÉQUIE	9	--
TOTAL	2 800	--

5 – SITUATION NETTE (en K€)

SOCIETES	2010	2009
DENY FONTAINE	12 473	11 992
DOM SAS (FRANCE)	1 316	1 182
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	3 069	3 449
GIE SÉRUTOL	--	--
MÉTALUX	4 304	4 347
PICARD-SERRURES	4 129	3 763
RONIS	4 066	4 378
SÉCURIDEV	69 108	62 416
TSS RONIS DIFFUSION	483	320
C.R. SERRATURE	1 276	1 164
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	2 013	1 413
DOM POLSKA	-514	-493
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	17 456	14 580
EURO-ÉLZETT	4 879	4 672
EURO-TOOLS	450	-183
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	3 125	3 078
RONIS-DOM LTD	811	672
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	460	292
TITAN D.D.	9 036	9 426
SECURIDEV ROMANIA	19	38
SECURIDEV HONGRIE	143	--

3 – ANALYSE DU RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE.

La totalité des emprunts est à taux variable (EURIBOR). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (35) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2011, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

4 – PERSPECTIVES D'AVENIR.

Les principaux objectifs du Groupe SECURIDEV pour l'année 2011 porteront essentiellement sur :

- la progression des ventes, équivalente à celle de 2010 ;
- le maintien du niveau de la marge brute ;
- l'amélioration de la productivité de l'ordre de 5 %.

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

En euros

Nature des indications	2006	2007	2008	2009	2010
1- Capital en fin d'exercice					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 443 952	2 443 952
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
▪ par conversion d'obligation					
▪ Par exercice de droits de souscription					
2- Chiffre d'affaires					
	1 272 644	1 351 964	1 156 970	1 127 406	828 418
3- Opérations & résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	854 383	8 701 864	8 533 009	10 730 529	7 408 007
Impôt sur les bénéfices	(455 030)	95 773	591 226	486 667	(309 568)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	(5 752 309)	8 512 018	7 934 106	10 209 807	7 669 974
Résultat distribué	1 093 879	2 083 579	1 955 161	977 581	
4- Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	0,68	3,27	3,05	4,19	2,83
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	(2,21)	3,27	3,05	4,18	3,14
Dividende attribué à chaque action	0,42	0,80	0,80	0,40	
5- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés	5	5	3	2	4
Montant de la masse salariale de l'exercice	541 341	622 070	364 851	249 062	297 347
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	152 754	173 678	93 798	11 695	25 771

**II. LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2010**

BILAN ANNUEL AU 31-12-2010**SECURIDEV****ACTIF**

En K Euros	Net 31-12-2010	Net 31-12-2009	Net 31-12-2008
Immobilisations incorporelles	10	10	-
Immobilisations Corporelles & Informatiques	218	16	23
Immobilisations Financières	72 430	71 887	73 532
Total de l'Actif Immobilisé	72 658	71 913	73 555
Créances clients & comptes rattachés	308	446	590
Créances diverses	2 414	2 803	1 364
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	21 544	14 909	11 547
Charges constatées d'avance	24	38	115
Total de l'Actif Circulant	24 290	18 196	13 616
Total de l'ACTIF	96 948	90 109	87 171

PASSIF

En K Euros	31-12-2010	31-12-2009	31-12-2008
Capital	36 659	36 659	39 067
Primes d'Emissions, Fusion, Apports	1 570	1 570	1 593
Réserves	23 209	13 977	7 999
Résultat	7 670	10 210	7 934
Capitaux Propres	69 108	62 416	56 593
Provisions pour risques et charges	-	-	-
Dettes financières	4 235	6 623	9 107
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	743	988	505
Dettes diverses	22 862	20 082	20 966
Dettes	27 840	27 693	30 578
Total du PASSIF	96 948	90 109	87 171

COMPTE DE RESULTAT ANNUEL AU 31-12-2010

SECURIDEV

En K Euros	31-12-2010	31-12-2009	31-12-2008
Chiffre d'affaires net	828	1 127	1 157
Autres produits d'exploitation	44	26	31
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	213
= Produits d'exploitation	872	1 153	1 401
Charges externes	-2 270	-1 642	-1 174
Impôts, Taxes & Assimilés	-21	-23	-31
Frais de personnel	-323	-261	-459
Dotations aux amortissements	-31	-6	-4
Autres charges	-16	-13	-4
= Charges d'exploitation	-2 661	-1 945	-1 672
= RESULTAT EXPLOITATION	-1 789	-792	-271
RESULTAT FINANCIER	9 149	11 488	9 119
= RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	7 360	10 696	8 848
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	-	-323
Impôt Société	+310	-486	-591
= RESULTAT NET	7 670	10 210	7 934

Annexe

aux Comptes Annuels

SECURIDEV

au 31 décembre 2010

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2010 dont le total est de 96 948 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est de 7 670 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES et METHODES COMPTABLES

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indications contraires, les montants ci après sont indiqués en milliers d'Euros (K€).

• **Immobilisations incorporelles**

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

• **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

<i>ELEMENTS</i>	<i>Durée</i>	<i>Amortissement fiscal</i>
Matériel informatique neuf	3 ans	L
Matériel outillage	3 à 8 ans	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

• **Leasings, locations longue durée ou financière**

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

• **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur recouvrable est estimée d'après une approche multicritère prenant en compte la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

• **Créances clients**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50 %.

- **Créances et dettes diverses**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- **Provisions pour risques et charges**

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que, des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

- **Charges et produits constatés d'avance**

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui impliquent de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société

- **Engagements de retraite**

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 4,46 %, une inflation de 1,5 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,0 %. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres.

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

- **Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changement de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Intégration fiscale**

La société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge du groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

- **Consolidation**

La société est détenue à 69,3 % par la société SFPI, dont le siège social est 20, rue de l'Arc de Triomphe 75017 Paris, et y est consolidée par intégration globale.

NOTE SUR LES ETATS COMPTABLES

I - Faits marquants de l'exercice

SECURIDEV s'est engagée, suite à l'assemblée générale du 5 novembre 2009, dans un nouveau programme de rachat de ses propres titres, dans la limite de 10 % de son capital. Au cours de l'exercice 7 887 actions, soit 0,3 % du capital, ont été rachetées pour 181 K€.

Une filiale de commercialisation des produits du Groupe a été créée en Hongrie avec un capital de 50 Millions d'HUF soit 175 K€.

Une partie des titres de TITAN (filiale Slovène) a été acquise auprès des actionnaires minoritaires pour 394 K€. Le pourcentage de détention de cette filiale passe désormais à 77,03 % contre 70,51 % lors de l'exercice précédent.

Une indemnité de 84 K€ a été versée par le trésor public Hongrois au titre de la garantie d'actif et de passif liée à l'acquisition de la société ELZETT SOPRON à SECURIDEV.

II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations incorporelles et corporelles

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles	69	0	0	69
Corporelles	45	232	0	277
Total	114	232	0	346
Amortissements & provisions	87	31	0	118
Net	27	0	0	228

Les acquisitions concernent essentiellement une machine installée en Hongrie destinée aux essais de découpe de plaques acier pour toutes les sociétés du Groupe.

Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	102 796	569	80	103 285
Titres d'autocontrôle	0	181	0	181
Prêts et autres immo. Financières	465	0	126	339
Total	103 261	750	206	103 805
Provisions	31 375	0	0	31 375
Net	71 886	0	0	72 430

L'augmentation des titres est liée à la création de la filiale Hongroise et au rachat de divers minoritaires de TITAN.

La diminution provient de la garantie d'actif et de passif sur EURO-ELZETT.

La réduction des immobilisations financières correspond au remboursement des prêts accordés aux filiales TITAN et METALPLAST.

III - Capitaux propres

Le capital de 36 659 280 € est divisé en 2 443 952 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée et subvention d'investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	36 659	0	0	0	36 659
Prime d'émission ou apport	1 570	0	0	0	1 570
Réserve légale	3 907	0	0	0	3 907
Report à nouveau	10 070	0	0	9 232	19 302
Résultat de l'exercice précédent	10 210	0	0	-10 210	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	7 670
Dividendes	0	0	0	978	
Capitaux propres	62 416	0	0	0	69 108

IV - Emprunts et dettes financières

Ces dettes se répartissent comme suit :

Etablissements de Crédit	<1 an	>1 an et <5 ans	>5 ans	Total
Emprunts bancaires	2 105	2 105	0	4 210
Intérêts courus	17	0	0	17
Crédits Spots	0	0	0	0
Découverts	8	0	0	8
Total	2 130	2 105	0	4 235

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu au cours de l'exercice. La totalité des emprunts a un taux d'intérêt variable basé sur l'Euribor.

La trésorerie positive de 21 544 K€ est placée à hauteur de 8 239 K€ en Sicav et à hauteur de 13 305 K€ en dépôts à terme rémunérés sans risques. Les Sicav font l'objet d'une opération de cession / rachat à la fin de l'exercice. Elles sont de ce fait valorisées au cours de clôture de l'exercice.

V - Créances et dettes

Créances	31/12/2010	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	307	307	0	0
Personnel et comptes rattachés	3	3	0	0
Sécurité sociale, organismes sociaux	0	0	0	0
Etat – Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
Etat – TVA	82	82	0	0
Groupe & associés	2 311	2 266	45	0
Autres créances	8	8	0	0
Charges constatées d'avances	5	5	0	0
Total	2 716	2 671	45	0

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 379 K€, dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était prêteuse, intérêts courus inclus, de : 774 K€ à CR SERRATURE, 45 K€ à SECURIDEV POLSKA, 89 K€ à TITAN, et 170 K€ à RONIS-DOM Ltd.

Dettes	31/12/2010	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	743	743	0	0
Personnel, comptes rattachés	17	17	0	0
Sécurité sociale, organismes sociaux	9	9	0	0
Etat – Impôt sur les bénéfices	2 056	1 056	1 000	0
Etat – TVA	69	69	0	0
Etat – Autres	9	9	0	0
Groupe & associés	20 705	20 705	0	0
Autres dettes	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
Total	23 608	22 608	1 000	0

Au titre de l'intégration fiscale, la dette de SECURIDEV se monte à 168 K€ vis à vis de ses filiales.

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 861 K€ à DENY FONTAINE, 1 432 K€ à METALUX, 997 K€ à PICARD-SERRURES, 1 160 K€ à EURO-ELZETT, 321 K€ à TS RONIS DIFFUSION, 157 K€ à DOM Participations, 1 200 K€ à RONIS, 522 K€ à DOM France, 368 K€ à DOM Nederland et 13 505 K€ à DOM Allemagne. La forme juridique transparente de DOM KG en tant que « GmbH & Co KG » combinée à ses statuts prévoyant une mise en réserve maximale de 5 % de son résultat permettra, dès l'approbation des comptes, d'attribuer automatiquement à SECURIDEV au moins 95 % de son résultat social 2010 qui est de 8 923 K€.

La somme de 20 541 K€ due aux filiales est à comparer globalement :

- aux 1 932 K€ prêtés aux filiales ;
- aux 21 509 K€ placés pour compte en valeurs mobilières ;
- et à l'attribution automatique du résultat social 2010 de DOM KG à venir.

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe se répartissent comme suit :

Prêts aux filiales	334	
Créances clients	308	
Autres créances	2 311	dont 379 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	522	
Autres dettes	20 705	dont 168 au titre de l'impôt société

VI - Provisions sur créances

La provision, dont le montant n'a pas varié au cours de l'exercice, concerne le compte courant de l'ancienne filiale SECURIDEV POLSKA, actuellement en liquidation.

VII - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

Le détail de ce poste est le suivant :

Emprunts	16
Fournisseurs	34
Social-fiscal	19

VIII - Charges et/ou produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avances correspondent essentiellement à des charges 2011 comptabilisées en 2010.

IX - Chiffre d'affaires

La totalité du chiffre d'affaires est constituée de remboursements de débours mutualisés par SECURIDEV pour le compte de ses filiales, ainsi que de refacturations de frais de personnel.

Ventilation par zone géographique :

National	259
Union Européenne	569
Autres Pays	0

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de services & re-facturation de frais	828	828
Total	828	828

X - Résultat financier

Dividendes	9 278
Produit des placements	112
Intérêts nets des comptes courants	-60
Résultat de change	-70
Intérêts de la dette	-113
Total	9 149

La provenance des dividendes et revenus de participations est indiquée dans le tableau des filiales et participations. Le revenu de participation dans la société transparente DOM Allemagne n'inclut pas l'exercice 2010 que son assemblée doit approuver prochainement.

XI - Résultat exceptionnel

Néant

XII - Autres informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du Groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Re-facturation de frais et de personnel	828
Produits d'exploitation	828
Charges externes des filiales de SECURIDEV	2 260
Charges externes des sociétés liées à SFPI	36
Charges externes de la holding SFPI	12
Charges d'exploitation	2 308
Produits financiers	23
Dividendes	9 278
Charges financières	-81

Les charges externes sont principalement constituées, à hauteur de 2 126 K€, par des charges en provenance de DOM GmbH & Co KG, au titre d'un projet européen de recherche et développement. Dès que la commercialisation du produit sera effective, une redevance sera mise en place.

XIII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

			Base imposable			
	Brut	Retraitement	Total	à + 33%	à + 19% + 1,5%	Impôt société
Résultat d'exploitation	-1 788	-1	-1 789	-1 789	0	-596
Résultat financier	9 149	-9 111	-38	-38	0	-13
Crédit impôt 2009 (2)						-266
IS DOM KG (1)						587
Intégration fiscale						-21
IS Total						309

(1) La société DOM KG est une société transparente. Sa société mère, SECURIDEV, est redevable de l'impôt sur les sociétés allemand qui n'est pas comptabilisé dans la filiale. SECURIDEV constate la charge de l'impôt concomitamment à l'enregistrement du revenu de sa participation.

Le résultat d'intégration fiscale provient des retraitements d'amortissements liés aux cessions intragroupes, des annulations de quote-part de frais et charges sur dividendes internes au groupe et de l'ajustement de la contribution complémentaire de 3,3 % au niveau du Groupe.

(2) Le crédit d'impôt recherche est constaté dans les comptes sociaux avec un an de décalage.

XIV - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Les charges définitivement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 2 K€. Il n'y a pas de charges non déductibles temporairement pouvant avoir un effet sur l'impôt dans le futur.

Aucune somme significative n'a d'incidence sur la dette future d'impôt.

XV - Engagements hors bilan

Nantissements et/ou hypothèques 4 210

Indemnités de départ en retraite 17

Les nantissements et/ou hypothèques sont donnés en garantie des emprunts d'acquisition des titres DOM Allemagne.

L'engagement au droit à la formation représentant 150 heures cumulées est non significatif.

XVI - Avances et rémunérations aux dirigeants

Conformément à l'Article L. 225-43 du code de commerce, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

XVII - Effectifs moyens de l'entreprise

Cadres	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Total Personnel
2	2	0	0	4

Au 31 décembre 2010, l'effectif de l'entreprise était de 4 personnes.

XVIII - Evènements post clôture

Depuis le 1^{er} janvier SECURIDEV a acquis :

-48 319 actions propres en autocontrôle

-124 490 titres de la société TITAN portant ainsi sa détention à 93 %.

**III. LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS,**

**LE RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS
REGLEMENTES,**

KPMG Entreprises
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Securidev S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2010
Securidev S.A.
20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris
Ce rapport contient 16 pages
Référence : NS-JPV-PS-CG

Securidev S.A.

Siège social : 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris
Capital social : €. 36 659 280

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Securidev S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note « Principes, Règles et Méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 27 avril 2011

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2011

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Philippe Soumah
Associé

Securidev S.A.

**Rapport spécial des commissaires
aux comptes sur les conventions et
engagements réglementés**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2010
Securidev S.A.
20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris
Ce rapport contient 4 pages
Référence : NS-JPV-PS-CG

Securidev S.A.

Siège social : 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris
Capital social : €. 36 659 280

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations de services, en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable avec la société S.F.P.I.

- *Modalités :*

Les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes :

- 1% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 76 M€ de chiffre d'affaires.
- 0,50% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes.
- 0,25% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

- *Application :*

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, relative à cette convention, est de €. 8 284 hors taxes.

Convention de prestations de services avec ses filiales

- *Nature et modalités :*

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société Securidev S.A. s'engage à fournir à ses filiales (Deny Fontaine S.A.S., Métalux S.A.S., Ronis S.A.S., Picard Serrures S.A.S.) son assistance et ses conseils dans les domaines suivants :

1. Assurances : ces prestations seront facturées au coût exact.
2. Export : ces prestations seront facturées à 50% du coût exact.
3. Investissements : rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.
5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

Les cinq dernières prestations seront refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

La présente convention a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mai 2001. Cette période étant renouvelée annuellement, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions décrites dans cette convention.

- *Application :*

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, relatif à cette convention, est de €. 259 126 hors taxes et se décompose ainsi :

- Deny Fontaine S.A.S. :	€. 75 693 HT
- Métalux S.A.S. :	€. 51 702 HT
- Ronis S.A.S. :	€. 88 386 HT
- Picard Serrures S.A.S.:	€. 43 345 HT

Convention d'intégration fiscale

- *Nature et modalités :*

Convention d'intégration fiscale.

- *Application :*

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Securidev S.A. :

- Deny Fontaine S.A.S. : Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.
- Métalux S.A.S.
- Ronis S.A.S.
- Picard Serrures S.A.S.
- Dom Participations S.A.S.
- Dom S.A.S.

Paris La Défense, le 27 avril 2011

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2011

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Philippe Soumah
Associé

**IV. LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2010**

BILAN CONSOLIDE AU 31.12.2010**GROUPE SECURIDEV****ACTIF**

En K€	Note	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
Goodwill	1	30 908	30 908	32 278
Immobilisations incorporelles	2	658	660	673
Immobilisations corporelles	3	26 649	26 544	29 877
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4	1 004	1 032	1 052
Autres actifs financiers non courants	6.1	1 546	1 512	1 539
Impôt différé actif	11	7 323	8 033	7 045
Total Actifs non courants		68 088	68 689	72 464
Actifs destinés à être cédés	6.2	-	-	76
Stocks et en-cours	5	26 298	25 174	27 637
Créances clients	6.3	25 191	25 186	29 819
Autres actifs financiers courants	6.4	2 761	3 929	4 028
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.5	29 709	19 643	16 519
Total Actifs courants		83 959	73 932	78 003
Total de l'ACTIF		152 047	142 621	150 543

PASSIF

En K€	Note	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
Capital		36 659	36 659	39 067
Réserves consolidées/Part du Groupe		29 811	29 287	20 265
Résultat/Part du Groupe		10 214	1 988	9 038
Capitaux propres Part Groupe	7	76 684	67 934	68 370
Intérêts minoritaires		1 245	1 529	2 209
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	7	77 929	69 463	70 579
Provisions non courantes	8	27 647	26 268	26 041
Dettes financières à long terme	9	5 537	6 758	9 134
Impôt différé passif	11	3 059	3 633	4 034
Total Passifs non courants		36 243	36 659	39 209
Provisions courantes	8	2 411	3 099	3 231
Dettes financières à court terme	9	4 178	3 928	3 887
Dettes fournisseurs	10	11 291	10 738	13 674
Passif d'impôts exigibles		5 234	3 870	4 352
Autres passifs financiers	10	14 761	14 864	15 611
Total Passifs courants		37 875	36 499	40 755
Total des Passifs et des Capitaux propres		152 047	142 621	150 543

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31.12.2010

GROUPE SECURIDEV

Normes IFRS – En K€	Note	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
Chiffre d'affaires net	13	144 318	139 780	163 417
Production stockée		515	-444	-31
Achats consommés y compris sous-traitance		-37 948	-36 390	-48 587
Marge Brute	13	106 885	102 946	114 799
% de production		73.8%	73.9%	70.2%
Autres produits d'exploitation et subvention		1 728	1 224	1 001
Dotations nettes aux provisions	14	-900	-195	-2 087
Charges externes		-26 075	-23 426	-24 712
Impôts, taxes & assimilés		-1 431	-1 562	-1 986
Frais de personnel		-60 021	-59 960	-62 653
Dotations aux amortissements	14	-4 936	-6 637	-7 151
Autres charges		-695	-3 435	-1 158
= RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		14 555	8 955	16 053
% du chiffre d'affaires		10.1%	6.4%	9.8%
Coût des Restructurations		-300	-2 122	-459
Cession Immobilière		256	76	306
Autres produits et charges non récurrents		81	32	-
Variation des pertes de valeur et Dépréciation des goodwill		-	-3 360	-2 652
= RESULTAT OPERATIONNEL		14 592	3 581	13 248
% du chiffre d'affaires		10.1%	2.6%	8.1%
Produits financiers	15	649	657	1 318
Charges financières	15	-729	-852	-1 834
= RESULTAT FINANCIER		-80	-195	-516
= RESULTAT AVANT IMPOT		14 512	3 386	12 732
Impôt Société	16	-4 304	-2 128	-4 182
Résultat mis en équivalence	4	26	58	79
= RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES		10 234	1 316	8 629
% du chiffre d'affaires		7.1%	0.9%	5.3%
- Part des minoritaires		20	-672	-409
- Part de la société mère		10 214	1 988	9 038
- Résultat net par action (hors Autocontrôle) en euros	17	4.19	0.81	3.66

ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31.12.2010

GROUPE SECURIDEV

En K€	Note	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
Résultat net de l'exercice		10 234	1 316	8 629
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts):	7			
Ecart de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère		241	-60	-740
Autres		-451	5	1 342
Résultat global total		10 024	1 261	9 231
Attribuable aux :				
- porteurs de capitaux de la société mère		9 979	1 933	9 656
- intérêts minoritaires		45	-672	-425

TABLEAU DE FLUX CONSOLIDÉ AU 31.12.2010				
GROUPE SECURIDEV				
		2010	2009	2008
		K€	K€	K€
Résultat avant impôt	(*)	14 512	3 386	12 733
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie				
- Dotations aux amortissements d'exploitation	(*)	4 936	6 637	7 151
- Variation des provisions d'exploitation et financière	(*)	404	305	1 823
- Variation des provisions pour perte de valeur	(*)	-	3 360	2 652
- Plus ou moins values de cession	(*)	-239	-88	-465
Variation du besoin en fonds de roulement				
- Variation des stocks et encours		-1 487	2 874	-67
- Variation des clients		222	4 521	3 457
- Variation des fournisseurs		650	-2 783	-1 848
- Variation des autres créances et dettes		2 930	-1 333	-3 480
Flux de trésorerie provenant des activités		21 928	16 879	21 956
Impôts sur le résultat	(*)	-4 649	-3 705	-4 642
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		17 279	13 174	17 314
Cessions d'immobilisations		539	362	1 205
Acquisition des titres consolidés		-394		-4
Trésorerie provenant des sociétés acquises				
Incidence des variations de périmètre				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-5 342	-5 351	-5 946
Acquisitions d'immobilisations financières		-87		
Variation des dettes sur immobilisations			-153	129
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		-5 284	-5 142	-4 616
Augmentation des crédits-baux et locations financières		2 097	334	
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit			725	
Augmentation des autres dettes financières		23	14	
Remboursement des crédits-baux et locations financières		-404	-119	-397
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit		-2 890	-3 003	-2 952
Remboursement des autres dettes financières		-51	-620	-459
Rachat des titres d'auto-contrôle		-181	-414	-2 018
Dividendes versés par SECURIDEV		-978	-1 955	-2 084
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-5	-7	-4
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-2 389	-5 045	-7 914
Variation de trésorerie		9 606	2 987	4 784
Trésorerie à l'ouverture de la période (1)		19 049	16 062	11 278
Impact des variations des taux de change		208		
Trésorerie à la clôture de la période (1)		28 863	19 049	16 062
Variation de trésorerie constatée		9 606	2 987	4 784
Capacité d'autofinancement (*)	(*)	14 964	9 895	19 252
(1) La trésorerie de clôture se décompose en :				
Disponibilités		4 600	4 161	4 589
Equivalents de trésorerie		25 109	15 482	11 929
Trésorerie active		29 709	19 643	16 518
Découverts et crédits spots		-846	-594	-456
Trésorerie		28 863	19 049	16 062

(*) sommes incluses dans la capacité d'auto-financement

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2010

GROUPE SECURIDEV

	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total
	Capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat	Total		
Solde au 31-12-2007	39 067	12 176	331	11 242	62 816	2 638	65 454
Affectation du résultat		9 158		-9 158	-		-
Dividendes versés				-2 084	-2 084	-4	-2 088
Actions d'auto-contrôle		-2 018			-2 018		-2 018
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-	7 140	-	-11 242	-4 102	-4	-4 106
Autres éléments du résultat global		1 358	-740		618	-16	602
Résultat de la période				9 038	9 038	-409	8 629
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>	-	1 358	-740	9 038	9 656	-425	9 231
Solde au 31-12-2008	39 067	20 674	-409	9 038	68 370	2 209	70 579
Affectation du résultat		7 082		-7 082	0		0
Dividendes versés				-1 956	-1 956	-7	-1 963
Modification du capital	-2 408	1 995			-413		-413
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-2 408	9 077		-9 038	-2 369	-7	-2 376
Autres éléments du résultat global		-55			-55	-1	-56
Résultat de la période				1 988	1 988	-672	1 316
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>	-	-55	-	1 988	1 933	-672	1 261
Solde au 31-12-2009	36 659	29 696	-409	1 988	67 934	1 529	69 463
Affectation du résultat		1 010		-1 010	-		
Dividendes versés				-978	-978	-5	-983
Actions d'auto-contrôle		-181			-181		-181
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-	829	-	-1 988	-1 159	-5	-1 164
<i>Variation de périmètre</i>		-70			-70	-324	-394
Autres éléments du résultat global		-476	241		-235	25	-210
Résultat de la période				10 214	10 214	20	10 234
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		-476	241	10 214	9 979	45	10 024
Solde au 31-12-2010	36 659	29 979	-168	10 214	76 684	1 245	77 929

Annexe
aux Comptes Consolidés
du Groupe SECURIDEV
au 31 décembre 2010

▪ Introduction

Le groupe SECURIDEV rassemble 24 sociétés, dont la société SECURIDEV est la société mère. Il s'agit d'une société anonyme à Conseil d'Administration dont le siège social est au 20 rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris. La société SECURIDEV a la nature de holding.

En date du 24 mars 2011, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe SECURIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros.

Le groupe SECURIDEV est détenu à 69,3 % (contre 61 % en 2009) par la société S.F.P.I, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris.

▪ Faits marquants

Le Groupe SECURIDEV a connu une amélioration de ses ventes de 3,25 % au cours de l'exercice 2010.

La hausse de l'activité constatée lors du premier semestre 2010 (+ 5,3 %) a ralenti au cours du second semestre (+ 1,2 %).

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 5 novembre 2009, la Société a racheté 7 887 de ses propres actions, soit 0,3 % du capital social.

■ **Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues**

■ LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES.

Nom	Pays	% de contrôle			N° Siren	Activité	Méthode de consolidation
		31-12-10	31-12-09	31-12-08			
SECURIDEV	France	Société mère			378.557.474	 Holding du pôle	I.G.
Dény Fontaine	France	99,73	99,73	99,73	552 105 603	Serrurerie	I.G.
Métalux	France	99,84	99,84	99,79	572 020 394	Serrurerie	I.G.
Picard-Serrures	France	99,99	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.
GIE Sérutol	France	-	-	100,00	382 738 961	Serrurerie	I.G.
Ronis	France	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.
Ronis-Dom Ltd	G.B.	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
CR Serrature	Italie	100,00	100,00	100,00	5988590013	Serrurerie	I.G.
Elzett-Fek	Hongrie	50,00	50,00	50,00	/	Galvanisation	M.E.
Euro-Elzett	Hongrie	100,00	100,00	100,00	11404006	Serrurerie	I.G.
Métalplast	Pologne	100,00	100,00	100,00	5730003798	Serrurerie	I.G.
Sécuridev Tchèque	Rép Tché	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
Titan	Slovénie	77,03	70,51	70,51	34816712	Serrurerie	I.G.
Titan Zagreb	Croatie	30,00	30,00	30,00	/	Serrurerie	M.E.
Titan Belgrade	Serbie	49,00	49,00	49,00	/	Serrurerie	M.E.
Euro-Tools (*)	Slovénie	100,00	100,00	100,00	/	Outillage	I.G.
TSS Ronis diffusion	France	100,00	100,00	100,00	348541798	Serrurerie	I.G.
Dom France	France	100,00	100,00	100,00	732025119	Serrurerie	I.G.
Dom Suisse	Suisse	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
Dom GmbH & Co KG	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
Dom Participations	France	100,00	100,00	100,00	485054860	Holding	I.G.
Dom Polska	Pologne	100,00	100,00	100,00	9451999111	Serrurerie	I.G.
Secu Beteiligungs GmbH	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
Securidev Romania	Roumanie	100,00	100,00	-	/	Serrurerie	I.G.
Securidev Hongrie	Hongrie	100,00	-	-	/	Serrurerie	I.G.

Abréviation : I.G : Intégration globale, I.P. : Intégration proportionnelle, ME : Mise en équivalence

(*) Euro-Tools provient d'une filialisation de l'activité outillage de TITAN

1. REFERENTIEL

Les états financiers consolidés du groupe SECURIDEV ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2010 et tels qu'adoptés dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les principes comptables utilisés pour la préparation de ces comptes sont identiques à ceux de l'exercice précédent, à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. Ces normes ne trouvent pas à s'appliquer ou n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés :

- IFRS 3 (Révisée) – Regroupement d'entreprises
- Amendements d'IAS 27 - États financiers consolidés et individuels « Coût d'acquisition d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée »
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Eléments éligibles à la couverture
- Améliorations aux IFRS – avril 2009
- Amendement d'IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions
- IFRIC 12 – Accords de concessions de services
- IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients (applicable pour tous les transferts d'actifs provenant de clients intervenus après le 1er juillet 2009 - indépendamment du début de l'exercice)

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2010, notamment :

- Amendement d'IAS 32 – Classement des émissions de droits
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres
- Amendement d'IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal
- IAS 24 révisée – Parties liées

Présentation des états financiers

Le Groupe SECURIDEV présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS 1 « présentation des états financiers »

Bilan : Les postes du bilan sont présentés selon la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants.

Compte de résultat : Le Groupe a opté pour la présentation du compte de résultat par nature.

Tableau des flux de trésorerie : Il est présenté selon la méthode indirecte.

Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée

pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation et la durée d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le calcul des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel stagnant et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Le Groupe consolide par intégration globale les entités contrôlées, et par mise en équivalence celles sur lesquelles il exerce une influence notable.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année à l'exception de IFRS3 Révisé qui n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

4. CHANGEMENT DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'a été appliqué cette année.

5. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts résultant de cette méthode de conversion sont comptabilisés directement dans l'état du résultat global et figurent au bilan dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Les taux utilisés sont les suivants :

	Taux de clôture 2010	Taux moyen 2010	Taux de clôture 2009	Taux moyen 2009	Taux de clôture 2008	Taux moyen 2008
CHF (Suisse)	1,25	1,37	1,48	1,51	1,49	1,58
GBP (Angleterre)	0,86	0,86	0,89	0,89	0,95	0,79
HUF (Hongrie)	277,95	275,85	270,42	279,66	266,70	250,72
ZLO (Pologne)	3,97	4,01	4,10	4,32	4,15	3,52

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- | | |
|--|---|
| • Logiciels | 1 à 3 ans |
| • Brevets | durée de protection juridique |
| • Frais de développement | 3 ans à compter de la commercialisation |
| • Autres immobilisations incorporelles | 1 à 5 ans |

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment où le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire techniques, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société venderesse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société venderesse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffable.

7. GOODWILL

Les goodwill ou écart de première consolidation sont affectés au plus tard 12 mois après la date d'acquisition, aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la re-vente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est testé, au moins une fois par an, ou plus en cas d'indice de perte de valeur, et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible.

A compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée.

Les principales modifications liées à cette révision sont :

- Les frais d'acquisition sont désormais comptabilisés en charges ;
- Les intérêts minoritaires peuvent, sur option prise individuellement pour chaque regroupement, être évalués à la juste valeur, en intégrant leur quote-part de goodwill ;
- Les variations de pourcentages d'intérêt dans les filiales sans changement de contrôle sont comptabilisées directement en capitaux propres, sans création de goodwill complémentaire ;
- En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle, cette réévaluation étant enregistrée directement en résultat de l'exercice et non pas en capitaux propres.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

▪ Constructions	20-25 ans
▪ Mobilier, agencements et matériels de bureau	3-10 ans
▪ Matériels de production et équipements	3- 8 ans
▪ Biens d'occasion	2- 3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Ils sont amortis sur les durées suivantes :

▪ Constructions	20 ans
▪ Matériel de production	3- 8 ans

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %.

Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. PERTE DE VALEUR

Les immobilisations incorporelles, les goodwill et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT). Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux filiales de SECURIDEV.

Ce test, réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus, peut être anticipé si un indice de perte de valeur est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'UGT elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,2 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écarté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont, à défaut de perspectives spécifiques, augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et du goodwill.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible du goodwill voire, au-delà, une dépréciation réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. IMMEUBLE DE PLACEMENT

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût minoré du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

11. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur figurant au bilan est supérieure à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

12. ACTIFS ET PASSIF FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe, lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers

La norme IAS 39 distingue quatre catégories d'actifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique résultant d'une évaluation spécifique (classement selon IFRS 7) :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat ;
- prêts et créances ;
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente.

Les passifs financiers

La norme IAS 39 distingue plusieurs catégories de passifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique :

- passifs financiers évalués à leur juste valeur.
- autres passifs financiers non détenus à des fins de transactions. Ils sont évalués au coût amorti.

13. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées selon la règle du FIFO et, par défaut, au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks, est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Par ailleurs, une probabilité d'utilisation des stocks est déterminée d'après le taux de rotation des articles créés depuis plus d'un an.

Lorsque la valeur nette probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

14. CREANCES

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

15. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers existe, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente d'avantages économiques, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

16. EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Conformément à IAS 39, les frais relatifs aux emprunts sont comptabilisés en diminution des emprunts et étalés sur la durée de remboursement.

17. ENGAGEMENTS DE RETRAITE, MEDAILLES DU TRAVAIL

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements. Le taux actuariel retenu est de 4,46 % avec symétriquement la prise en compte, variable par pays, de l'inflation (1,5 % environ) et d'une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,0 % environ).

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans le résultat global avant d'être classés en réserves au bilan. Ils incluent, en 2010, l'augmentation des indemnités de fin de carrière imposée par la convention collective de la métallurgie en France.

18. CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les goodwill dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

19. IMPOT SOCIETE

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode bilantielle, c'est-à-dire sur la base, des différences temporelles existant entre les valeurs comptables telles qu'elles ressortent des comptes consolidés et les valeurs fiscales.

L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

A la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC.

Le Groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions de nature différentes :

- la CFE dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle et est donc comptabilisée en 2010 comme cette dernière en charges opérationnelles ;
- la CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »).

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice, la loi de finances ayant été votée en 2009. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « impôt sur le résultat ». En outre, à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présentée sur cette même ligne.

20. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert de propriété correspondant généralement au transfert des risques et avantages, sauf décalage imposé par le client. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

21. DISTINCTION ENTRE RESULTAT OPERATIONNEL ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des goodwill ainsi que les variations des dépréciations sur actifs immobilisés.

22. EFFET DE VARIATIONS DE PERIMETRE

SECURIDEV a acquis au cours de l'exercice environ 7 % des actions de la société slovène TITAN, détenues anciennement par des actionnaires minoritaires. Elle détient désormais 77 % du capital de cette filiale. Ce rachat n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres du Groupe.

De plus, une société a été créée en Hongrie au cours de l'exercice.

23. SECTEURS OPERATIONNELS

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée à la vente aux professionnels, celle destinée à la vente au grand public, et l'activité « holding ».

24. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

▪ Autres notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1 – GOODWILL

Les valeurs des goodwill pour chaque Unité Génératrice de Trésorerie au 31 décembre 2010 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31-12-10	Dépréciation 31-12-10	Valeurs nettes 31-12-10	Valeurs nettes 31-12-09	Valeurs nettes 31-12-08
RONIS	27 620	27 620	-	-	-
BROGLIE	-	-	-	-	-
INDUSTRIE					
TSS RONIS	37	37	-	-	-
DIFFUSION					
PICARD-SERRURES	7 525	2 588	4 937	4 937	6 307
METALUX	2 529	2 529	-	-	0
DENY FONTAINE	27 814	10 796	17 018	17 018	17 018
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	-	-	0
BEUGNOT	1 248	-	1 248	1 248	1 248
METALPLAST	682	682	-	-	0
TITAN	947	947	-	-	0
DOM Pologne	10	10	-	-	0
DOM	7 705		7 705	7 705	7 705
Total	78 931	48 023	30 908	30 908	32 278

Aucune dépréciation de goodwill n'a été comptabilisée sur l'exercice 2010.

NOTE 2 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Frais de recherche & développement	690	690	679
Brevets, licences, marques	6 355	6 143	6 244
Autres immobilisations incorporelles	1 368	1 296	1 240
Immobilisations incorporelles en cours et avances	305	318	292
Total consolidé	8 718	8 447	8 455

La répartition des amortissements est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Frais de recherche & développement	679	679	679
Brevets, licences, marques	6 106	5 912	5 988
Autres immobilisations incorporelles	1 275	1 196	1 115
Total consolidé	8 060	7 787	7 782
Net	658	660	673

La variation de ces immobilisations incorporelles est la suivante :

	31-12-10	31-12-09
Net début d'exercice	660	673
Investissement (y compris crédit-baux)	245	300
Cession / mises au rebut	-3	-22
Amortissement	-242	-290
Différence de change	-2	-1
Variation de périmètre		
Net	658	660

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Branche Grand Public	88	124	237
Branche Professionnelle	570	536	436
Total consolidé	658	660	673

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
France	99	123	133
Etranger hors Allemagne	65	109	241
Allemagne	494	428	299
Total consolidé	658	660	673

Le montant des frais de recherche comptabilisés en charge au cours de l'exercice 2010, en incluant les coûts salariaux, s'élève à 2,7 M€, comme en 2009.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente de la façon suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Terrains et Aménagements	6 314	6 344	6 425
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeubles de placement	33 906	33 879	33 814
Constructions en crédit-bail	1 748	1 748	1 748
Installations techniques, matériel industriel	105 009	104 094	100 975
Matériel & outillage en crédit-bail	2 768	2 753	2 293
Autres Immobilisations	15 029	14 953	14 265
Immobilisations corporelles en cours et avances	3 258	1 622	2 156
Total consolidé	168 053	165 414	161 697

La répartition des amortissements, incluant les dépréciations sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Terrains et aménagements	656	596	597
Constructions	25 734	25 269	24 528
Constructions en crédit-bail	928	865	786
Tests de perte de valeur	3 985	4 915	2 925
Installations et Matériel	95 926	93 443	89 822
Matériel & outillage en crédit-bail	2 300	2 159	1 963
Autres Immobilisations	11 875	11 623	11 199
Total consolidé	141 404	138 870	131 820
Net	26 649	26 544	29 877

La variation de ces immobilisations corporelles est la suivante :

	31-12-10	31-12-09
Net début d'exercice	26 544	29 877
Investissement (y compris crédit-baux)	5 013	5 051
Cession / mises au rebut	-270	-8 367
Amortissement	-4 694	-5
Différence de change	56	-30
Variation de périmètre		18
Net	26 649	26 544

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Branche Grand Public	5 381	5 482	6 801
Branche Professionnelle	21 067	21 055	23 047
Autres	201	7	29
Total consolidé	26 649	26 544	29 877

Les investissements se répartissent ainsi :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Branche Grand Public	1 462	2 487	2 749
Branche Professionnelle	3 318	2 556	2 646
Autres	232		
Investissement consolidé	5 013	5 043	5 395

Les investissements corporels financés en crédit-bail et locations financières au cours de l'exercice 2010 s'élèvent à 2,1 M€. Ceux-ci, inclus aux chiffres présentés ci-dessus, s'élevaient à 0,7 M€ en 2009, et 0 M€ en 2008.

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
France	6 118	5 900	6 502
Etranger hors Allemagne	3 587	3 461	4 729
Allemagne	16 944	17 183	18 646
Total consolidé	26 649	26 544	29 877

NOTE 4 – PARTICIPATIONS COMPTABILISEES SELON LA METHODE DE LA MISE EN EQUIVALENCE

Ils correspondent aux sociétés TITAN ZAGREB (231 K€), TITAN BELGRADE (-3 K€) et ELZETT-FEK (776 K€).

Leurs données bilancieller, chiffres d'affaires et résultats, avant retraitement de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	ELZETT-FEK			TITAN ZAGREB			BELGRADE		
	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Total des Actifs	4 966	6 261	5 462	1 581	1 139	1 315	110	133	
Situation nette	2 044	2 064	2 099	771	843	864	-6	-10	N/A
Chiffre d'affaires	10 259	8 266	17 847	1 742	1 950	2 425	131	127	
Résultat net	26	4	13	271	127	235	3	-8	

NOTE 5 - STOCKS

La répartition des stocks est la suivante :

	31-12-10			31-12-09	31-12-08
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	15 629	4 322	11 307	9 005	10 745
Encours de productions de biens	7 817	1 481	6 336	5 903	3 747
Produits intermédiaires et finis	5 454	946	4 508	6 370	9 055
Marchandises	5 555	1 408	4 147	3 896	4 090
Total	34 455	8 157	26 298	25 174	27 637

NOTE 6 – ACTIFS FINANCIERS - REPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS PAR CLASSE (IFRS 7) ET PAR CATEGORIE (IAS 39)

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2010
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 546		1 546
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			25 191		25 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 709				29 709
Autres actifs courants	20		2 146	595	2 761

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2009
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 512		1 512
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			25 186		25 186
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 643				19 643
Autres actifs courants	4		3 386	539	3 929

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2008
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 539		1 539
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			29 819		29 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 519				16 519
Autres actifs courants	266		3 165	597	4 028

NOTE 6.1 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Valeur nette	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Autres titres immobilisés	0	0	0
Prêts, dépôts de couverture des pensions	1 389	1 328	1 302
Autres immobilisations financières	157	184	237
Total consolidé	1 546	1 512	1 539

Ces actifs financiers non courants ont une échéance supérieure à un an.

NOTE 6.2 – ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Valeur Active	0	0	76
Valeur Passive	0	0	0
Solde	0	0	76

En 2008, il s'agissait d'actif immobilier en Slovénie qui a été vendu au cours du premier semestre 2009.

NOTE 6.3 – CLIENTS

La rubrique se présente comme suit :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Brut	27 710	27 690	32 211
Provision	-2 519	-2 504	-2 392
Net	25 191	25 186	29 819

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total créances échues	Total créances non échues	Total créances clients	Total créances dépréciées
	< 30 j	1-3 mois	3-6 mois	> 6 mois				
Créances clients	6 446	1 115	822	1 240	9 623	18 087	27 710	2 519

Le groupe SECURIDEV a recours aux assurances crédits de ses clients pour toutes les sociétés anglaises, françaises, italiennes et slovènes.

NOTE 6.4 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Créances d'exploitation	2 166	3 390	3 431
Charges constatées d'avance	595	539	597
Total consolidé	2 761	3 929	4 028

Il n'y a pas de créance à plus d'un an.

NOTE 6.5 – TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Valeurs mobilières de placement	25 109	15 482	11 929
Disponibilités	4 600	4 161	4 590
Total consolidé	29 709	19 643	16 519

Les valeurs mobilières de placement sont exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre, et de Sicav de trésorerie pure.

NOTE 7 – CAPITAUX PROPRES

La répartition des profits et pertes passés dans les capitaux propres et dans le compte de résultat est la suivante pour 2010 :

	Brut	Impôt	Net
Ecarts actuariels sur les engagements du personnel	-773	253	-520
Ecarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	241		241
Juste valeur des instruments financiers de couverture	17		17
Autres	52		52
Autres éléments du résultat global	-463	253	-210

En 2009, elle était la suivante

	Brut	Impôt	Net
Ecart actuariels sur les engagements du personnel	455	-153	302
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	-60		-60
Juste valeur des instruments financiers de couverture	-258		-258
Autres	-40		-40
Autres éléments du résultat global	97	-153	-56

Gestion du capital :

L'Assemblée générale mixte de SECURIDEV SA du 5 novembre 2009 a autorisé la société à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, sur une période de 18 mois, dans la limite de 10 % du capital et de 30 euros maximum par action.

Au 31 décembre 2010, la société a procédé à l'achat de 7 887 titres, soit 3,2 % du capital.

NOTE 8 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Indemnité de fin de carrière et Médailles du travail	5 334	4 982	5 406
Pensions DOM GmbH	20 593	19 719	19 117
Droit des représentants en Allemagne	1 720	1 567	1 518
a) Provisions non courantes	27 647	26 268	26 041
Restructuration	143	523	435
Litiges, réclamations et garanties	2 096	2 364	2 592
Divers	172	212	204
b) Provisions courantes	2 411	3 099	3 231
Total Provisions Passives	30 058	29 367	29 272

Les variations des provisions pour indemnités de fin de carrière se détaillent comme suit :

	31-12-10	31-12-09
Indemnité de fin de carrière en début de période	24 701	24 523
<i>Eléments comptabilisés dans le compte de résultat</i>		
- Coûts de services de l'exercice	680	802
- Coûts financiers	996	1 147
- Prestations versées	-1 052	-1 073
- Sorties de provisions des personnes ayant quitté le groupe	-171	-243
<i>Eléments comptabilisés dans les capitaux propres</i>		
- Ecart actuariels	773	-455
Indemnité de fin de carrière en fin de période	25 927	24 701

La charge de l'exercice est de 453 K€ contre 633 K€ au 31 décembre 2009.

NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières sont des passifs enregistrés au coût amorti.

Leur répartition au 31 décembre 2010, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes	Total au 31-12-10			Total au 31-12-10	Total au 31-12-09	Total au 31-12-08
	<1an	>1 an à <5 ans	> 5 ans	par catégorie	par catégorie	par catégorie
Emprunts	2 555	2 800	-	5 355	8 236	10 320
Crédits-Baux et locations financières	758	2 499	154	3 411	1 718	1 306
Intérêts courus sur les emprunts	19			19	27	134
Concours bancaires courants	846			846	593	453
Auprès des établissements de crédit	4 178	5 299	154	9 631	10 574	12 213
Autres dettes financières	-	-	-	-	51	49
Participation		84		84	61	759
Auprès d'autres organismes	-	84	-	84	112	808
Total au 31-12-10	4 178	5 383	154	9 715		
Soit à court terme et long terme	4 178	5 537				
Total au 31-12-09					10 686	
Total au 31-12-08						13 021

Risque de liquidités :

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2010, soit 29 709 K€ contre 19 643 K€ au 31 décembre 2009.

L'endettement financier net a donc évolué comme suit :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de Disponibilités et autres titres placés	9 631	10 574	12 328
	-29 709	-19 643	-16 519
Endettement financier net auprès des établissements de crédit	-20 078	-9 069	-4 191
Autres dettes financières	84	112	693
Endettement financier global net	-19 994	-8 957	-3 498

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'euro.

Le groupe SECURIDEV dispose d'autorisation de découvert pour 7 050 K€.

Risque de taux

La totalité des emprunts hors crédits-baux est à taux variable (Euribor).

Un intérêt complémentaire de 0,2 % peut être dû sur le principal emprunt de 4 210 K€ lorsque le ratio consolidé Dette financière nette / EBE dépasse certains paliers. Cet emprunt est remboursable de façon anticipée si le ratio consolidé Dettes financières / Fonds propres excède 0,75, ou si le ratio Dette financière nette / EBE dépasse 1,5.

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 1,6 % en 2010 contre 2,5 % en 2009.

L'endettement relatif aux emprunts confirmés à taux variable s'élève à 5 347 K€. Une variation de +0,5 point des taux à court terme aurait eu un impact de -35 K€ sur le résultat financier du Groupe, qui passerait de -80 K€ à - 115 K€.

Les commissions de montage payées lors de la conclusion des emprunts sont inscrites en réduction de la dette financière. Leur montant résiduel s'élève à 19 K€.

Les autres dettes financières sont principalement constituées de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements para-financiers (assureurs).

NOTE 10 – DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers sont des passifs enregistrés au coût amorti.

La répartition par nature est la suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Dettes Fournisseurs	11 291	10 738	13 674
Dettes d'impôt	5 234	3 870	4 352
Dettes sur immobilisations	131	134	287
Dettes sociales et fiscales	12 526	12 103	13 068
Autres dettes	1 782	2 360	1 783
Produits constatés d'avance	322	267	473
Autres passifs financiers	19 995	18 734	19 963

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

NOTE 11 – IMPOT DIFFERES

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
- des charges temporairement non déductibles	584	581	671
- des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	827	1 006	593
- des déficits fiscaux reportables	196	956	252
- des retraitements de consolidation suivants :			
. Crédits-baux et locations financières	-43	-31	-23
. Marges internes	372	369	402
. Retraites et pensions	3 910	3 575	3 530
. Ajustements aux normes groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	1 457	1 459	1 569
. Divers	20	118	51
Total	7 323	8 033	7 045

Les impôts différés passifs sont afférents, d'une part à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne restant à amortir pour 3 039 K€ (contre 3 607 K€ au 31 décembre 2009), et d'autre part à la CVAE (20 K€) liée à la valeur ajoutée afférente aux amortissements et provisions des biens acquis avant la création de ce nouvel impôt.

NOTE 12 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Cautions reçues	57	93	403
Nantissement/hypothèques (*)	6 320	8 654	10 977
Loyers des crédits-baux et locations financières restant à payer	3 196	1 513	1 413
Total consolidé	9 573	10 260	12 793

(*) Les nantissements et hypothèques concernent :

- Nantissement de 100 % des titres DOM Allemagne couvrant l'emprunt d'acquisition (4,2 M€ restant dû)
- Nantissement de matériel dans la branche Grand Public (2 110 K€)

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2010.

NOTE 13 – CHIFFRE D'AFFAIRES, MARGE, RESULTAT OPERATIONNEL

La répartition du chiffre d'affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		31-12-10		31-12-09		31-12-08	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand public	1 006	2,21%	46 441	32,18%	45 435	32,50%	58 329	35,69%
Professionnel	3 532	3,74%	97 877	67,82%	94 345	67,50%	105 088	64,31%
Total consolidé	4 538	3,25%	144 318	100,00%	139 780	100,00%	163 417	100,00%

L'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par des ventes de biens, les prestations de services étant inférieures à 2 %.

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		31-12-10		31-12-09		31-12-08	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France	888	1,75%	51 744	35,85%	50 856	36,38%	54 633	33,43%
Allemagne	2 988	8,46%	38 296	26,54%	35 308	25,26%	39 661	24,27%
Etranger hors Allemagne	662	1,23%	54 278	37,61%	53 616	38,36%	69 123	42,30%
Total consolidé	4 538	3,25%	144 318	100,00%	139 780	100,00%	163 417	100,00%

Le compte de résultat par branche est le suivant :

	Grand Public			Professionnel			Total Consolidé		
	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Chiffre d'affaires	50 299	48 639	62 567	99 608	95 823	107 135	144 318	139 780	163 417
Marge	31 270	28 694	35 247	99 959	74 504	79 752	106 885	102 946	114 800
en % de production	61,96%	59,51%	56,24%	75,96%	77,77%	74,54%	73,80%	73,88%	70,26%
en % de CA	62,17%	58,99%	56,33%	76,23%	77,75%	74,44%	74,06%	73,65%	70,25%
Résultat opérationnel courant	3 128	85	3 483	12 683	8 604	12 539	14 555	8 955	16 053
Résultat opérationnel	3 195	-3 810	763	12 653	7 125	12 455	14 592	3 581	13 249
Résultat financier	-40	15	-20	87	80	366	-80	-195	-516
Résultat net	2 080	-3 896	336	8 732	5 315	9 933	10 234	1 316	8 629

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations entre les deux secteurs opérationnels, ainsi que l'activité holding du Groupe.

Pour 2011, le groupe SECURIDEV a protégé les achats en euros de sa filiale anglaise. La valorisation de cet instrument financier au 31 décembre 2010, s'élève à 20 K€ (contre 4 K€ en 2009) et est comptabilisée dans les autres créances d'exploitation (Note 6).

Le groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change. Les flux d'achats et de ventes en devises sont les suivants :

En €	\$	€ dans pays hors zone €
Ventes		4 871
Achats	3 626	8 067
EBIT		1 068

Un renchérissement instantané de l'Euro de 1% par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence négative sur le résultat opérationnel de 8 K€.

NOTE 14 – AMORTISSEMENTS, VARIATION DES PROVISIONS ET PERTE DE VALEUR

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 4 936 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux pour 247 K€ ainsi que ceux afférents aux locations financières pour 60 K€.

b) Variation des Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	Dotations/Reprises en Compte de résultat			Dotations/reprises en Capitaux propres		Clôture
	Ouverture	Résultat courant	Résultat opérationnel non courant	Ecart de conversion	Autres (écarts actuariels)	
Provisions sur Stocks	7 680	442		38		8 157
Provisions sur Clients	2 505	8		4		2 519
Provisions pour Créances	52					52
Provisions non courantes	26 268	643		4	733	27 647
Provisions courantes	3 099	-193	-497	2		2 412
Total	39 604	900	-497	48		40 787

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs au bilan (Note 3) concernent, en 2010 :

- la branche Grand Public pour 3 385 K€,
- la branche Professionnelle pour 600 K€.

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 6,55 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 3,12 % (TEC à 10 ans).

Une baisse ou une hausse de 1 % de ces deux taux n'aurait pas eu de conséquence sur le résultat de l'exercice.

Une amélioration ou une détérioration de 5 % des budgets prévisionnels n'aurait également pas eu d'impact sur l'exercice.

NOTE 15 – RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Produits des placements	112	92	414
Produits de change	396	457	691
Autres produits financiers	123	108	213
Intérêts et charges financières assimilés	-209	-317	-797
Intérêts sur crédit-bail	-78	-78	-61
Charges de change	-374	-379	-701
Autres charges financières	-50	-78	-275
Total consolidé	-80	-195	-516

NOTE 16 – IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt Sociétés France	1 459
Impôt Sociétés Etranger	3 191
Impôt différé net	-346
Impôt net consolidé	4 304

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31-12-09	8 033	3 633	4 400
Variation de la période			
<i>dont variation sur l'exercice</i>	32	-314	346
<i>dont variation dans les capitaux propres</i>	-28	-260	232
<i>dont autres (*)</i>	-715		-715
Impôts différés au 31-12-10	7 322	3 059	4 263

(*) Les -715 K€ correspondent au reclassement, dans les dettes d'impôt, de l'impôt différé actif, lié au déficit d'une société en intégration fiscale.

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

	France	Etranger (sociétés bénéficiaires)	Etranger (sociétés déficitaires)	Total
Résultat net	2 278	8 348	-392	10 234
Impôts sociétés (hors CVAE)	1 003	3 191		4 194
Impôts différés	4	-458	108	-346
Crédit d'impôt	-509			-509
Minoration de la base (ex :charges définitivement non déductibles)	218	-664		-446
Mise en équivalence et survaleur		-26		-26
Base imposable reconstituée	2 994	10 391	-284	13 101
Impôt théorique (33,33%) + CVAE en France	1 454	3 463	-95	4 822
Impôts réels (impôts sociétés + impôts différés + CVAE) <i>en %</i>	<i>1 463</i>	<i>2 733</i> <i>26,3%</i>	<i>108</i> <i>-38%</i>	<i>4 304</i> <i>29,4%</i>

Le pourcentage d'impôt société étranger moyen (26,3 %) est inférieur à celui de la France du fait des taux d'imposition des sociétés étrangères variant entre 10 % et 28,5 %, sauf en Allemagne et en Italie où les taux d'imposition sont respectivement de 30 % et 44 %.

L'écart entre le taux d'imposition théorique et les taux réels correspond à la moindre imposition à l'étranger pour 730 K€, et au déficit non activé ou non récupérable en France pour -203 K€.

NOTE 17 – RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en auto-contrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Nombre d'actions au capital	2 443 952	2 443 952	2 604 474
Actions d'auto-contrôle	7 887	-	132 014
Nombre d'actions	2 436 065	2 443 952	2 472 460
Résultat net par action en €	4,19	0,81	3,66

NOTE 18 – AUTRE INFORMATION SECTORIELLE

La répartition des actifs nets totaux en fonction des branches d'activité est la suivante :

	Grand Public		Professionnel		Holding		Total	
	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09
Total des Actifs (valeur nette)	40 238	39 224	88 607	85 490	23 203	17 907	152 048	142 621

NOTE 19 – EFFECTIFS

Les effectifs moyens du groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
CADRES	173	175	181
AGENTS de MAITRISE et EMPLOYES	594	599	595
OUVRIERS	880	939	1 113
TOTAL	1 647	1 713	1 888

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Etranger			TOTAL		
	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08	31-12-10	31-12-09	31-12-08
GRAND PUBLIC	214	214	229	608	611	708	822	825	937
PROFESSIONNEL	353	362	389	468	474	478	821	836	867
TOTAL	567	576	618	1 076	1 085	1 186	1 643	1 661	1 804

NOTE 20 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie « *Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues* ».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09	31-12-10	31-12-09
Parties liées en amont (SFPI)			1 103	1 089			268	616
Sociétés associées (mises en équivalence)	1 338	1 334	72	224	414	334	8	18
Autres parties liées (autres pôles du groupe SFPI)	109	131	36	85	63	65	31	3
Total	1 447	1 465	1 211	1 398	477	399	307	637

L'unique mandataire social au sens de la norme IAS 24 perçoit une rémunération à court terme dans l'une des filiales de SECURIDEV.

Son montant est le suivant :

	31-12-10	31-12-09	31-12-08
Rémunération à court terme hors charges patronales	107	107	107
Charges patronales sur rémunération	37	37	37

NOTE 21 – DIVIDENDES PROPOSES

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires lors de l'Assemblée générale du 27 mai 2011 est de 1,50 euros par action.

NOTE 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans le cadre du programme de rachats d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 5 novembre 2009, la Société a racheté, entre le 1^{er} janvier 2011 et la date d'arrêté des comptes, 48 319 actions, ce qui porte le nombre d'actions détenues à 56 206 actions, soit 2,3 % du capital.

De plus, la Société a racheté 124 490 actions aux minoritaires de sa filiale slovène, soit 16 % du capital de cette dernière. Celle-ci est désormais détenue à 93 % par SECURIDEV SA.

V. LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

SECURIDEV

Société Anonyme

20 rue de l'Arc de Triomphe
75017 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

SECURIDEV

Société Anonyme

20 rue de l'Arc de Triomphe
75017 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1. Référentiel » des états financiers consolidés relatives aux changements de méthodes de l'exercice du fait de l'application de nouvelles normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la direction de votre Groupe est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers et les notes qui les accompagnent. Parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent les goodwill et les actifs à durée de vie indéfinie.

Le Groupe procède à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie selon les modalités décrites dans le paragraphe 9 des principes comptables et dans la note 14 c) des états financiers.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et vérifié que le paragraphe 9 des principes comptables et la note 14 c) des états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Défense et Neuilly sur Seine, le 27 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises

Deloitte & Associés

Département de KPMG SA

Nahid Sheikhalishahi

Jean-Pierre Valensi

Philippe Soumah

**VI. LE RAPPORT DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
SUR LES PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE
ET LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LEDIT RAPPORT**

RAPPORT DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

ETABLI EN APPLICATION DU DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L. 225-37 DU CODE DE COMMERCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

D'ADMINISTRATION.

1.1 Composition du conseil d'administration

Notre conseil d'administration est composé de cinq administrateurs, dont un indépendant. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

1.2 Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 17 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par courrier.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels ainsi que les comptes semestriels.

1.3 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni deux fois, et le taux de participation des administrateurs à ces réunions était de 100 %.

Ces réunions qui se sont déroulées au siège social en présence des commissaires aux comptes, ont porté sur les points suivants :

- 24 mars 2010 : arrêté des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- 22 septembre 2010 :
 - examen et arrêté des comptes consolidés du premier semestre 2010, préalablement à leur publication,
 - information sur la mise en place d'un Comité Groupe ;
 - création d'une filiale dénommée « SECURIDEV HONGRIE ».

1.4 Comités spécialisés

Un Comité d'audit a été mis en place par le conseil d'administration du 5 novembre 2009. La mission de ce Comité d'audit est assumée par les membres du conseil d'administration à l'exclusion du Président. Un des membres du Comité d'audit possède des compétences particulières en matière financière et comptable. L'administrateur indépendant est membre du comité d'audit.

A ce titre, et conformément à la loi, le Comité d'audit assurera le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans le cadre de cette mission d'audit, le conseil d'administration se réunira avant chaque arrêté des comptes de la Société.

Le Comité d'audit s'est réuni les 24 mars 2010 et 24 mars 2011.

1.5 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

2 – PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS.

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par l'organe compétent. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis à ses seules décisions.

3 – PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE.

Je vous précise que la société SECURIDEV s'est appuyée sur le code de gouvernement d'entreprise Middenext pour les Valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne.

A ce titre, le conseil d'administration a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « Points de vigilance ».

En outre, la Société souscrit aux recommandations suivantes :

	RECOMMANDATIONS	APPLIQUÉE		COMMENTAIRES
		OUI	NON	
R 1	Cumul contrat de travail et mandat social		X	Non applicable.
R 2	Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux		X	Le Groupe n'applique pas les 7 principes énoncés dans la recommandation pour définir la politique de rémunération du Président, seul mandataire social.
R 3	Indemnités de départ		X	Non applicable.
R 4	Régimes de retraite supplémentaires	X		L'information relative aux régimes de retraite accordés au Président est communiquée dans le rapport aux actionnaires.
R 5	Stock-options et attribution d'actions gratuites		X	Non applicable.
R 6	Mise en place d'un règlement intérieur du conseil d'administration		X	Le Conseil n'a pas jugé opportun la mise en place d'un règlement intérieur, compte tenu de la taille de la Société.
R 7	Déontologie des membres du conseil d'administration		X	N'existe pas en l'absence de règlement intérieur. Néanmoins, les administrateurs comme les directeurs adhèrent à un code d'éthique interne au Groupe.
R 8	Composition du conseil d'administration Présence de membres indépendants au sein du conseil d'administration	X		Le conseil d'administration est composé de 5 membres, dont un membre indépendant.
R 9	Choix des administrateurs	X		Le choix des administrateurs fait l'objet d'une résolution distincte, et est déterminé en fonction des compétences.
R 10	Durée des mandats des membres du conseil d'administration		X	La durée du mandat des administrateurs est de 6 années.
R 11	Information des membres du conseil d'administration	X		Les membres du conseil d'administration estiment que l'information qui leur est communiquée est suffisante.

R 12	Mise en place de comités	X		Le conseil d'administration constitue le comité d'audit
R 13	Réunions du conseil d'administration et des comités		X	Le Conseil d'administration et le Comité d'audit se réunissent à chaque arrêté des comptes et lorsque cela est nécessaire. Néanmoins, le rythme de 4 réunions annuelles n'est pas appliqué, compte tenu de la taille du Groupe et du management très resserré autour du Président.
R 14	Rémunération des administrateurs		X	La Société n'alloue pas de jetons de présence.
R 15	Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil d'administration		X	Le Président estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à l'évaluation du fonctionnement du conseil.

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- o la réalité et l'efficacité des opérations,
- o la fiabilité du reporting,
- o la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- o la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe SECURIDEV sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la SFPI.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de SFPI, procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La comptabilisation des opérations de trésorerie et les rapprochements bancaires du Groupe sont également assurés par le service Finances et Contrôle de gestion de la maison mère, SFPI.

La fonction trésorerie et financement est organisée autour du trésorier.

Ses fonctions principales sont :

- suivi des flux financiers et répartition des fonds,
- suivi des opérations de placements ou d'emprunts financiers,
- gestion des lignes de trésorerie et des engagements.

La Direction juridique de SFPI assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles ci-après sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux des filiales, pour suivre et contrôler, à partir de tableaux de bord mensuels, les ventes réalisées facturées, la prise de commandes, les taux de marges, etc.... Pour comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec les objectifs fixés budgétés,
- au niveau des départements techniques des filiales, pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en terme de service après-vente, support technique, tests et référencement produits et recherches de solutions.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département Finances et Contrôle de gestion.
- Le système comptable et de gestion repose sur un système d'information intégré permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptable en vigueur et appliquées par la Société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.
- La Direction générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la Direction Finances et Contrôle de gestion. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

3.4 Participation des actionnaires à l'AGO

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'AGO sont fixées par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 des statuts de la Société.

3.5 La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2010 est la suivante :

- SFPI : 69,32 %
- Public : 30,68 %

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

A cet égard, il est précisé que la société SFPI détient 81 % des droits de vote de SECURIDEV.

3.6 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site **web** de la Société (www.securidev.com) sous le contrôle et la direction du Président Directeur Général de SECURIDEV.

3.7 Principaux risques auxquels est confronté le Groupe, et procédures de gestion

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques.

Risque de taux et de change

La totalité des emprunts est à taux variable (EURIBOR). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (35) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2011, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

Assurance

Le Groupe a souscrit les assurances couvrant correctement les risques encourus par son activité.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme à risque.

4 – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL.

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

. Le Président Directeur Général :

.
. .
. .
. .
. .

. Henri MOREL

SECURIDEV

Société Anonyme

20 rue de l'Arc de Triomphe
75017 Paris

**Rapport des Commissaires aux Comptes
établi en application de l'article
L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président
du Conseil d'administration de la société**

Exercice clos le 31 décembre 2010

KPMG Entreprises
Département de KPMG SA
Immeuble le Palatin
3 cours du Triangle
92939 La Défense Cedex

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

SECURIDEV

Société Anonyme
20 rue de l'Arc de Triomphe
75017 Paris

**Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du président du Conseil d'administration de la société**

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SECURIDEV et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

La Défense et Neuilly sur Seine, le 27 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises

Deloitte & Associés

Département de KPMG SA

Nahid Sheikhalishahi Jean-Pierre Valensi

Philippe Soumah

**VII. LE TABLEAU RELATIF AUX HONORAIRES
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Honoraires des Contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

En €	KPMG				DELOITTE			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Audit								
➤ Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	31 775	30 700	25,6%	20,4%	31 775	30 700	24,6%	24,4%
- Filiales intégrées globalement	72 500	79 973	58,3%	53,1%	97 420	94 981	75,4%	75,6%
➤ Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur								
- Filiales intégrées								
Sous-Total	104 275	110 673	83,9%	73,5%	129 195	125 681	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
➤ Juridique, fiscal, social	20 000	40 015	16,1%	26,5%				
➤ Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total								
TOTAL	124 275	150 688	100%	100%	129 195	125 681	100%	100%

**VIII.LA DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE
QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU RAPPORT
FINANCIER ANNUEL**

Déclaration du responsable du rapport financier annuel 2010 de SECURIDEV SA

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion [ci-joint, figurant en page 3] présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 29 avril 2011

Le Président Directeur Général de SECURIDEV SA

Henri Morel

IX. LES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Sociétés	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Provisions sur titres	Prêts, avances consentis non remboursés	Prêts, avances reçus non remboursés	Dividendes encaissés en 2010	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Participations françaises supérieures ou égales à 50%										
METALUX SAS – SAINT-DIZIER Siren : 572 020 394	1 300	2 484	99,84	4 051	-	-	1 431	562	520	10 760
DENY FONTAINE SAS – SAINT-BLIMONT Siren : 552 105 603	414	9 974	99,73	25 530	-	-	861	1 599	2 084	21 911
RONIS SAS - SANCOINS Siren : 345 004 147	1 575	2 802	99,99	34 620	28 149	-	1 200	-	-312	15 174
PICARD-SERRURES SAS – FEUQUIERES-EN-VIMEU Siren : 341 148 823	1 015	2 393	100,00	2 894	-	-	997	354	721	12 537
DOM PARTICIPATIONS SAS - PARIS Siren : 485 054 860	2 237	541	100,00	2 320	-	-	157	671	290	294
Participations étrangères supérieures ou égale à 50 %										
DOM KG GmbH Brühl – ALLEMAGNE	2 503	6 431	100,00	17 157	-	-	13 868	6 021	8 923	56 839
C.R. SERRATURE SA Turin - ITALIE	1 144	20	100,00	5 057	2 860	770	-	-	112	4 991
EURO ELZETT SA Sopron - HONGRIE	989	3 272	100,00	3 797	-	-	1 160	-	333	7 025
ELZETT FEK SA Sopron - HONGRIE	1 694	324	50,00	778	51	-	-	-	296	10 259
METALPLAST SA Czestochowa - POLOGNE	275	2 910	100,00	2 104	-	54	-	-	-0	4 829
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague - TCHEQUIE	4	357	100,00	3	-	-	27	-	99	1 281
TITAN SA Kamnik – SLOVENIE	6 496	2 887	77,03	2 309	-	1 118	26	-	-368	13 650
RONIS DOM Ltd Wolverhampton – UK	35	658	100,00	963	315	168	-	-	118	3 592
DOM AG Altendorf SUISSE	800	801	100,00	1 451	-	-	-	71	413	4 063
SECURIDEV ROMANIA SRL Prahova ROUMANIE	50	-9	100,00	50	-	-	-	-	-22	201
SECURIDEV HONGRIE	180	-	100,00	175	-	-	-	-	-36	38
SECU BETEILIGUNGS GmbH Brühl - ALLEMAGNE	25	67	100,00	25	-	-	-	-	21	-